

Sommes-nous sur la voie des Objectifs de Développement Durable ?



25 septembre 2017 – A l’occasion du deuxième anniversaire de l’adoption des 17 objectifs de développement durable par les 193 Etats membres des Nations Unies, nous nous interrogeons sur la réalisation de ce programme mondial... Nous sommes à 4840 jours de réaliser cet impératif collectif. Où en sommes-nous en France ? Nous appelons le gouvernement à mettre en œuvre l’agenda mondial pour le développement durable de façon concrète, cohérente et inclusive.

Le contexte international est trouble, marqué par des tensions, une tendance au repli de certains Etats sur eux-mêmes, le renforcement des inégalités en France et dans le monde et les effets du changement climatique de plus en plus visibles. Pourtant, une déclaration internationale engageant tous les pays, les entreprises, les acteurs de la société civile et les territoires projette une vision aux antipodes de ces crispations. Les Objectifs de Développement Durable (ODD) dessinent une feuille de route commune à l’horizon 2030 pour assurer la paix et la prospérité pour les peuples et la planète, avec l’ambition de « ne laisser personne de côté ». Cette déclaration traduit de façon concrète les conclusions du Sommet Rio+20 les nécessités d’un développement partagé et équitable, les limites environnementales, les droits et la dignité de chacun.e. Cet Agenda 2030 demande des transformations importantes des approches politiques, techniques et économiques dans tous les pays.

Quelle voie prendrons-nous ?

La France n’a cependant pas mis en place de plan pertinent et efficace. Deux ans sont passés depuis la signature des ODD par les Etats et la société civile doit toujours rappeler à la France l’importance d’impulser une stratégie crédible visant à mettre en œuvre ces 17 objectifs. Des engagements prometteurs avaient pourtant été exprimés il y a un an à la tribune des Nations Unies : mise en place d’un plan d’action interministériel pour mobiliser l’ensemble des acteurs publics à la mise en œuvre de ces objectifs ambitieux ; création d’une structure de gouvernance nouvelle impliquant tous les acteurs pour permettre un suivi transparent et formuler des recommandations ; création d’une structure de gouvernance nouvelle impliquant tous les acteurs pour permettre un suivi transparent et formuler des recommandations ; mise en place d’outils de sensibilisation des citoyens aux impératifs du développement durable. Aucun de ces 3 chantiers n’a avancé en plus d’un an.

Organisations signataires

- .4D
- .Antenna France
- .ATD Quart Monde
- .B&L Evolution
- .Campagne Une Europe durable pour tous
- .CartONG
- .CFSI
- .La Chaîne de l’Espoir
- .Coalition Eau
- .Coordination SUD
- .ECPAT France
- .Etudiants et Développement
- .France Nature Environnement
- .GERES
- .Gevalor
- .GISPE
- .Gret – Professionnels du développement solidaire
- .HumaniTerra
- .MADERA
- .PAH, Les Pharmaciens Humanitaires
- .Les Petits Débrouillards
- .Planète Enfants & Développement
- .Plate-Forme pour le Commerce Équitable
- .Printemps Solidaire
- .Secours Catholique - Caritas France
- .Secours Islamique France
- .Solidarité Sida
- .Solthis
- .WECF France
- .YMCA France

Sommes-nous sur la voie des Objectifs de Développement Durable ?

Où en est-on ? La nomination de Nicolas Hulot a représenté un espoir à double titre pour les acteurs de la société civile engagés sur cet enjeu : prise en compte des interconnexions entre questions environnementales, sociales et économiques reflétée par le nouvel intitulé du ministère (transition écologique et solidaire), et clarification du rôle du ministre dans la mise en œuvre des ODD. Toutefois, en l'absence d'impulsion politique de haut niveau et de directive claire donnée à l'administration, les chantiers précédemment cités n'ont pas avancé. Situation d'autant plus frustrante que de nombreux acteurs se sont saisis rapidement de la logique de cet agenda et des impératifs transversaux du développement durable, qu'il s'agisse de territoires, d'initiatives citoyennes, d'actions associatives ou d'efforts de la part d'acteurs économiques pour adopter des politiques de responsabilité sociale et environnementale à la hauteur des ODD.

Nous, acteurs de la société civile dans toute sa diversité, appelons l'Etat à engager urgemment la mise en œuvre de l'agenda mondial pour le développement durable de façon concrète, cohérente et inclusive, condition nécessaire à l'émergence d'une dynamique réellement collective autour des ODD et à la création de leviers permettant de démultiplier l'impact des transformations nécessaires.

Six éléments clés pour aller vers un succès et une reconnaissance de la contribution de la France aux objectifs de développement durable

- Une gouvernance claire, transversale, engageant l'ensemble des politiques publiques et portée au plus haut niveau afin de prendre en compte les interconnexions entre questions environnementales, sociales et économiques, lutter contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique dans tous les champs d'actions ;
- Un plan d'action basé sur une évaluation de la situation de la France et de ses positions dans la sphère internationale en regard des impacts recherchés au sein des cibles définies par les objectifs de développement durable ;
- Un plan d'action établi avec la participation de l'ensemble des acteurs : locaux et nationaux, des sphères publiques, économiques et de la société civile de manière à refléter toutes les perspectives et permettre l'engagement de toutes et tous, y compris des personnes les plus défavorisées ;
- Co-construire un dispositif de suivi et d'évaluation reposant sur des données tant quantitatives (indicateurs) que qualitatives, fondé sur une démarche participative, pour juger collectivement de l'avancement de ce plan d'action au regard des enjeux et de ce qui compte pour les citoyens. Il s'agit de sensibilisation, d'inclusion et de mobilisation comme de redevabilité et de progrès vers l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 ;
- Porter ce plan à la connaissance de la communauté internationale et le relier aux propositions des autres Etats, au sein de l'Union Européenne et au-delà ;
- Etablir un suivi périodique et proposer des correctifs afin de rester mobilisé sur l'atteinte des résultats.

Cette action a été initiée par les associations 4D et Coordination SUD.

Contacts

Vaia Tuuhia, Déléguée générale de 4D : vaia@asso4d.org, 06 67 91 69 75

Sami Asali, chargé de mission analyses et plaidoyer à Coordination SUD : asali@coordinationsud.org, 06 22 65 12 50